

La mémoire de l'industrie

Nicole Dorion

Numéro 96, printemps 2003

Un patrimoine du progrès

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/15561ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)

1923-2543 (numérique)

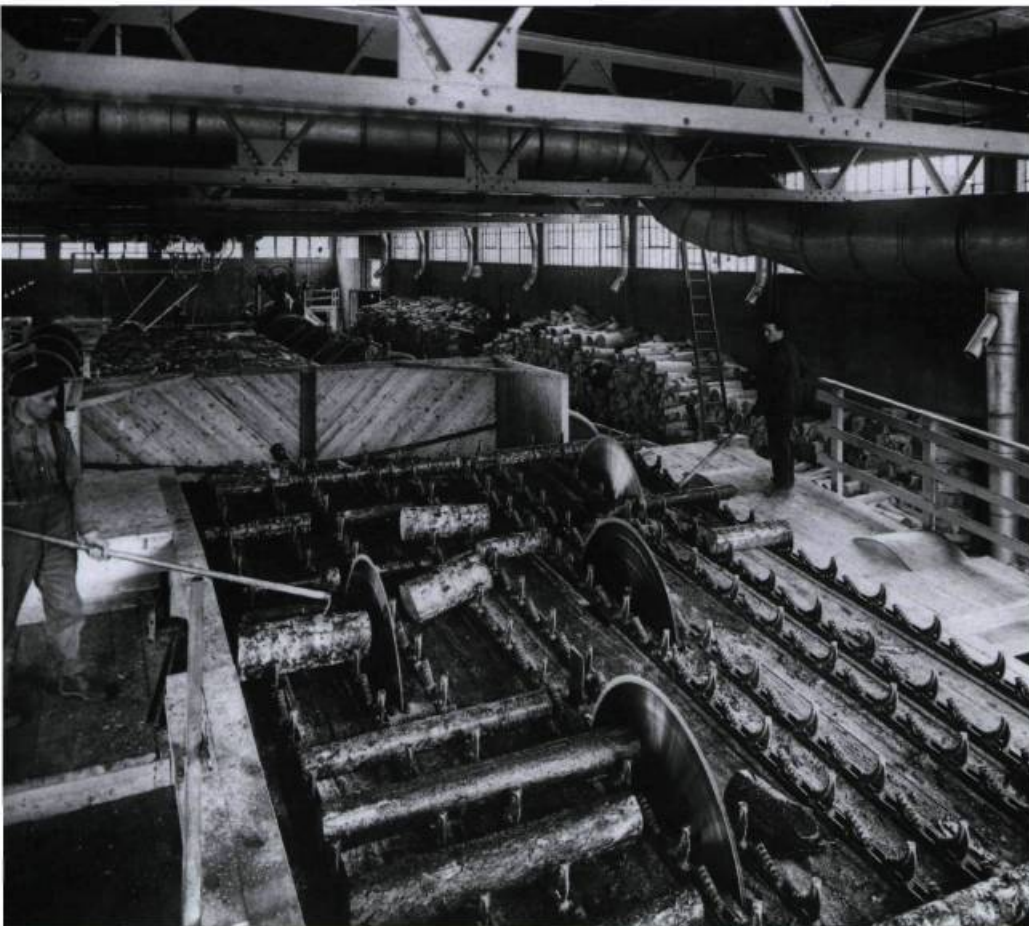
[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dorion, N. (2003). La mémoire de l'industrie. *Continuité*, (96), 30–31.

La mémoire de l'industrie

par Nicole Dorion



Une véritable histoire de l'économie du Québec et de ses régions ne saurait s'écrire sans que ses auteurs aient pu consulter les archives des entreprises qui en conservent les traces. Or, ces archives sont rien de moins que rares, introuvables, voire inaccessibles. Heureusement, de plus en plus d'entreprises prennent conscience de l'importance de conserver les documents où est inscrite leur mémoire.

Dans les archives du Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce sont les fonds d'archives sur l'exploitation forestière qui dominent.

Photo : auteur inconnu, Fonds Vincent Dubuc, ANQC. Tirée du livre *Des forêts et des hommes 1880-1982*, publié aux Publications du Québec

Tous les historiens qui s'intéressent à l'histoire d'entreprises reconnaissent la richesse documentaire des archives, mais aussi la difficulté d'y accéder. Provenant de différentes sources, ces documents fournissent une multitude d'informations qui permettent de saisir l'histoire d'une entreprise sous divers angles. Les rapports annuels, les procès-verbaux, la correspondance, les cahiers de commandes, les rapports financiers rendent compte des politiques de l'entreprise, de son évolution, tant du point de vue financier que de celui de la production. Cependant, d'autres documents méritent qu'on s'y attarde, car ils éclairent d'autres facettes de l'entreprise. C'est le cas des plans, des photographies, du matériel publicitaire, des journaux de compagnies, des manuels d'instruction pour la machinerie, des films, des enregistrements audiovisuels. Des moments importants de l'entreprise y sont inscrits, des étapes de construction aux inaugurations, de la mise en place de nouveaux procédés de travail au lancement de nouveaux produits, en passant par les rassemblements et les fêtes. Non seulement ces documents témoignent des activités d'une entreprise, ils illustrent le contexte historique du Québec industriel à une époque précise.

DANS LES LIMBES

Au printemps dernier, l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (AQPI) tenait un colloque ayant pour thème « L'histoire dans l'entreprise » (les actes du colloque sont publiés dans le *Bulletin de l'AQPI*, n° 3, automne 2002). On y rappelait à quel point faire l'histoire des entreprises à partir des archives est un défi, compte tenu de la difficulté de retrouver ces archives et d'y avoir accès. Pendant de nombreuses années, trop peu d'entreprises se sont en effet soucies de la conservation de leurs archives historiques, nombre d'entre elles ne conservant que les documents à valeur juridique. Même de nos jours, il arrive fréquemment que l'on détruise les documents devenus inactifs pour éviter des frais de traitement et d'entreposage.

Parfois, les archives disparaissent en même temps que l'entreprise cesse ses activités à la suite d'un retrait des affaires ou d'une faillite. L'entreprise peut aussi changer de raison sociale après une acquisition ou une fusion dans un conglomérat. La disparition des archives efface bien souvent les traces qui permettraient de faire l'histoire des entreprises québécoises. Néanmoins, de plus en plus d'entreprises sont sensibilisées à l'importance de conserver ces documents. Tout un pan de l'histoire industrielle du Québec y est inscrit.

Au Québec, de grandes entreprises ont été des précurseurs dans le domaine de la conservation des archives. Très tôt, des compagnies comme Bell Canada, Hydro-Québec, Alcan, Canadien Pacifique, mais aussi Imperial Tobacco et de grandes banques, dont la Banque Royale, ont saisi l'importance de se constituer des archives qui reflètent leur histoire. Puis, graduellement, elles ont mis ces archives privées à la disposition des chercheurs. De petites entreprises ont aussi conservé des documents historiques. Il s'agit souvent d'entreprises familiales qui hésitent à se départir de documents qui, en fin de compte, se confondent avec les archives familiales.

Depuis peu, l'État, qui se préoccupait déjà de l'acquisition et de la conservation de certaines archives, s'est intéressé aux archives industrielles. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour pouvoir dresser un portrait réaliste de l'histoire de l'entreprise au Québec à partir de ces archives.

PRIVÉES ET PUBLIQUES

Mais où peut-on trouver ce genre d'archives? On peut différencier deux grandes catégories de centres d'archives, soit les archives privées et les archives publiques. Une très grande partie du patrimoine archivistique québécois se retrouve dans les archives privées. Les archives peuvent être conservées par l'entreprise. La consultation n'est alors pas toujours ouverte aux chercheurs, faute d'espace de consultation, de personnel qualifié, d'instruments de recherche appropriés. En général, seules les grandes compagnies peuvent offrir ce service.

Des entreprises choisissent parfois de confier leurs documents historiques à des organismes qui en facilitent la consultation, telles des sociétés d'histoire. Bien qu'elles disposent de fonds d'archives

d'inégale importance, ces sociétés sont des sources précieuses d'information. Elles sont souvent animées par des passionnés d'histoire qui n'hésitent pas à acquérir des documents où sont inscrits les grands moments de leur région, y compris ceux des entreprises du milieu. D'autres organismes (l'Université Laval, l'Université du Québec, l'Université Bishop, le Séminaire de Trois-Rivières, le Centre canadien d'architecture...) ont constitué des archives très intéressantes en relation avec les entreprises québécoises. Cependant, compte tenu d'espaces et de budgets très souvent limités, ces organismes sont tenus d'évaluer le potentiel historique des documents qui leur sont offerts et doivent inévitablement en refuser un certain nombre.

Du côté des archives publiques, on sait que le gouvernement québécois, malgré un certain manque d'intérêt et le peu de moyens financiers octroyés au secteur des archives, conserve tout de même des fonds liés à l'histoire d'entreprises aux Archives nationales du Québec (ANQ). Bien que les plus importants fonds soient aux ANQ de Québec et de Montréal, on trouvera à travers leur réseau des fonds spécifiques aux régions. Ainsi, aux



Les journaux d'entreprises tels que celui des employés de la National Breweries publié en 1947 représentent une précieuse source d'information. Ils permettent de connaître les jalons de l'histoire de l'entreprise.

Document: Atelier d'histoire
Hochelaga-Maisonneuve



Cette carte postale du livreur de la compagnie Viau et son camion de livraison, photographiés dans la cour de l'usine en 1926, témoigne d'un moment de l'histoire de l'industrie agroalimentaire.

Carte postale: Atelier d'histoire
Hochelaga-Maisonneuve

Archives nationales du Saguenay-Lac-Saint-Jean, les fonds sur l'exploitation forestière prédominent. Sur la Côte-Nord et en Abitibi, c'est l'exploitation minière qui est la mieux représentée, tandis que les ANQ de Québec et de Montréal conservent de nombreuses archives sur les télécommunications, les travaux publics, la métallurgie. Toutes ces archives sont offertes à la consultation publique.

On connaît les centres d'archives pour leur préoccupation à acquérir et à conserver des documents historiques. Ils veillent souvent à mettre en valeur ces documents en organisant des visites, en préparant des expositions. Non seulement les centres d'archives font connaître les fonds d'archives qu'ils protègent, ils conscientisent les individus et les industries à l'importance de conserver ces témoins privilégiés de l'histoire industrielle québécoise. Beaucoup de sensibilisation reste cependant à faire avant que tous réalisent l'importance de conserver ces documents.

Nicole Dorion est ethnologue.